



ARRETE MUNICIPAL

ARR2017_1111
POLICE : RÉGLEMENTATION DE
LA CIRCULATION ET DU
STATIONNEMENT
DIVERS SECTEURS VILLE
D'AURILLAC

Le maire d'Aurillac,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route et notamment ses articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, 411-8, R 411-25, R 417-1, R 417-9, R 417-10, R 417-11 et R 417-12,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le code pénal et notamment son article R 610-5,

Vu l'arrêté municipal modifié du 15 janvier 1981 portant réglementation de la circulation et du stationnement dans l'agglomération d'Aurillac,

Considérant que pour procéder aux travaux de contrôle des poteaux incendie par chantier mobile avec une signalisation ponctuelle sur la commune d'Aurillac et afin d'assurer la sécurité des usagers, des riverains et du personnel de chantier, il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement comme indiqué ci-dessous.

ARRETE

ARTICLE 1 : Du LUNDI 23 OCTOBRE 2017 au VENDREDI 30 MARS 2018 :

Sur diverses rues de la ville d'Aurillac, un chantier mobile contrôlera le bon fonctionnement des poteaux d'incendie.

Au droit des poteaux d'incendie contrôlés, la circulation pourra être momentanément perturbée avec mise en place d'une signalisation adaptée (1/2 heure) à la gêne occasionnée. Le stationnement sera interdit au droit du chantier mobile avec mise en place d'un balisage piéton.

ARTICLE 2 : Les véhicules en stationnement gênant sur les emplacements visés à l'article 1 ci-dessus seront verbalisés et enlevés par la fourrière.

ARTICLE 3 : L'entreprise AB INGENIERIE mettra et maintiendra en place la signalisation nécessaire et réglementaire de chantier, assurera la sécurité des piétons et l'accès des riverains.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté devra être affiché par l'entreprise AB INGENIERIE 48 heures avant le début des travaux, sur la zone du chantier

mobile.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

ARTICLE 7 : Monsieur le directeur général des services, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, les services techniques municipaux, tous les agents de la force publique, l'entreprise, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac, au service stationnement, à la police municipale, au service communication, au centre de secours principal, au SDIS, au SAMU, à la STABUS.

Fait à Aurillac, le 23 octobre 2017

Pour le maire et par délégation,
L'adjoint à l'urbanisme, à la voirie, au patrimoine bâti et aux techniques d'information et de communication (TIC),



Serge CHAUSI

Affiché le :

~~Envoyé en préfecture le :~~